



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN



Section SNPES-FSU-PJJ-Paris

Témoignage des équipes du STEMO Est Parisien en lutte

Pour maintenir les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions :

Suite à la fermeture de deux postes à l'issue de la CAP mobilité des éducateurs.rices clôturée le 14 juin 2018, les équipes du STEMO Est Parisien, décidées à se mobiliser, ont fait le choix de saisir la CGT PJJ IDF et le SNPES PJJ/FSU 75.

Ainsi, soutenues par nos deux organisations syndicales, les équipes ont engagées différentes actions de mobilisation : audience en DT 75 puis à la DIR IDF-OM dès le 18 juin, journée de grève le 25 juin : pique-nique militant organisé à l'accueil du Millénaire, dans les locaux de l'administration centrale, rencontre de la Directrice de la PJJ et de la SDRH le même jour. Une nouvelle audience en DIR IDF-OM était également organisée le 02 juillet dernier.

Grâce à la mobilisation et à la détermination des professionnels du STEMO Est Parisien, les deux équipes ont obtenu le recrutement de trois contractuels sur l'UEMO de Goubet et l'acceptation d'un détachement entrant à l'UEMO Paris chemin vert (détachement qui n'avait pas été étudié lors de la CAP du fait de l'annonce de la fermeture du poste).

Néanmoins, leurs principales revendications n'ont toujours pas été entendues. Le SNPES PJJ/FSU 75 et la CGT PJJ IDF vous relayent ici leur témoignage écrit :

« Alors que depuis plus d'un an, le STEMO Est parisien (composé de l'UEMO Goubet et de l'UEMO Paris chemin vert) n'a pas assez d'éducateurs/éducatrices pour prendre en charge tous les jeunes pour lesquels les Juges des Enfants du Tribunal pour Enfants de Paris ont ordonné des mesures d'accompagnement, la CAP de mobilité des éducateur.trice.s qui s'est clôturée le 14 juin dernier, a acté la fermeture de deux postes sur le STEMO Est parisien, alors que des renforts étaient attendus.

Dans ce contexte, les jeunes du 19ème et du 20ème arrondissements doivent attendre plusieurs mois pour pouvoir prétendre à un accompagnement éducatif, ayant notamment pour but de les soutenir dans leurs parcours de vie, de les aider à surmonter leurs difficultés. C'est inacceptable et contraire au principe d'égalité d'accès au service public !

Nous sommes conscients que ces mêmes difficultés s'étendent sur d'autres services et d'autres territoires (nous pensons notamment à l'Outre-Mer et à la Seine-Saint-Denis pour ne citer qu'eux). C'est pourquoi, nos équipes restent mobilisées afin de défendre la



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN



qualité de notre travail, le respect de nos missions éducatives de service public et la qualité de l'accompagnement que nous souhaitons exercer auprès des jeunes et de leur famille.

La situation de notre STEMO demeure très insatisfaisante au regard du manque de moyens auxquels nous ne pouvons faire face. En effet, le glissement d'une professionnelle d'un poste à l'autre (détachement entrant accepté) sur l'UEMO Chemin vert ne résout en rien la perte concrète d'un poste à temps plein pour cette unité. De même, le recrutement de trois contractuels pour quelques mois sur l'UEMO Goubet ne répond pas aux besoins réels.

Dans un souci de qualité d'accompagnement et par considération pour les jeunes et leurs familles, c'est de solutions pérennes, dont nous avons besoin. Ainsi, nous demandons l'ouverture de ces postes aux sortants d'école de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ».

Si l'équipe du STEMO Est Parisien n'est pas entendue par l'administration, différentes actions de mobilisation (liste non exhaustive) seront menées dès la rentrée de septembre :

- information auprès des nouveaux agents arrivant sur le territoire parisien
- alerte des partenaires institutionnels : prévention spécialisée, DASES, SAH, etc.
- alerte lors des États Généraux sur les rixes, et auprès d'autres instances inter-services
- alerte et information des élus locaux des 19 et 20èmes arrondissements de Paris
- Information aux magistrats
- communiqués de presse, etc...

Ces différentes actions seront, bien évidemment, soutenues et encadrées par le SNPES PJJ/FSU 75 et la CGT PJJ IDF !

Si l'administration ne le fait pas, nous, professionnels de la PJJ, continuerons à défendre notre travail et nos missions ! Nous appelons tous les collègues confrontés aux mêmes difficultés, à nous rejoindre dans cette mobilisation, afin de maintenir et d'intensifier le rapport de force ! N'hésitez pas à nous contacter et à nous faire remonter vos difficultés !

Contacts mails : cgtpjj.idf@gmail.com - paris.snpespjjfsu@gmail.com